Emmanuel Macron et sa névrose de l'ennemi

Emmanuel Macron aime se faire des ennemis. Et son plus grand ennemi est la réalité.

Avec Edouard Husson

Une volonté de puissance disproportionnée en comparaison de l'intelligence des situations

Le président français est un phénomène dans notre histoire politique. On n'avait rarement vu un tel décalage chez un de nos dirigeants, entre la volonté de puissance, disproportionnée, et la vision politique, de peu d'envergure derrière les apparences. Prenez Richelieu, Napoléon ou de Gaulle: l'intelligence du réel et la volonté politique avançaient chez eux de concert; au contraire on peut dire, à propos de Napoléon III, Paul Reynaud ou François Mitterrand que leur extraordinaire intelligence s'accompagnait d'une faiblesse de caractère qui les paralysait dans les affaires internationales. Emmanuel Macron, lui, est peut-être unique en son genre. Il avance guidé par un instinct du pouvoir sans équivalent dans la France des vingt dernières années mais son absence de compréhension profonde du monde l'amène à commettre régulièrement d'énormes erreurs d'appréciation qui le mettent en danger.

L'entretien que le président français vient de donner au magazine The Economist, est un modèle des erreurs d'appréciation qu'il lui arrive de commettre, par un mélange d'instinct des situations et d'incapacité à les analyser correctement. Le résultat en est que le président français, apparemment sans s'en rendre compte, s'isole sur la scène internationale.

L'OTAN est en état de mort cérébrale, explique Emmanuel Macron, car on a pour la première fois un président américain en désaccord avec le projet européen. Et du coup, poursuit-il, l'Union Européenne est en grand danger de tomber dans l'insignifiance si elle ne se dote pas d'une armée autonome. C'est absolument nécessaire, selon lui, alors que les régimes autoritaires (Russie et Turquie) se renforcent aux portes de l'UE et que la Chine apparaît de plus en plus puissante. Le président français se lance alors dans un grand plaidoyer pour une souveraineté européenne (dans les domaines de la défense, des télécommunications et du numérique, elle lui apparaît indispensable), fait l'éloge de son propre engagement en faveur de l'Europe de la défense, déplore que la Grande-Bretagne ait choisi de diverger de l'Union Européenne; il assène aussi que l'Allemagne n'aura pas d'autre choix que de soutenir une politique économique et monétaire plus expansionniste et dit sa certitude que la Russie n'a pas d'autre solution que de renoncer à son isolement conservateur hostile à l'immigration et de s'allier à l'Union Européenne.

L'interview est longue mais je ne crois pas avoir escamoté le raisonnement géopolitique d'ensemble. Ce qui frappe à sa lecture, c'est la manière dont le président français surestime l'effet géopolitique possible de sa volonté de puissance. Non pas que la France n'ait pas des atouts en Europe et dans le monde. Le président français, qui jouait avec l'idée, voici un an, de proposer à l'Allemagne le partage de la dissuasion nucléaire française, en fait désormais un atout pour la France seule; tout comme il insiste sur le poids de la

francophonie dans le monde. Mais tout cela est, comme le reste de ses propos, éloigné d'une réflexion stratégique sur les faiblesses et les atouts du pays.

Un président sans alliés à la tête d'un pays sans marge de manoeuvres

1. Il est particulièrement maladroit de proclamer la mort de l'OTAN quand notre pays, malgré un budget militaire plus élevé que celui de nos partenaires au sein de l'UE, serait bien incapable de se passer du soutien logistique et opérationnel américain dans ses interventions sur les théâtres d'opération étrangers. Les initiatives de défense européenne citées par le président français sont embryonnaires. Le président français ne semble pas comprendre la logique qu'il y a derrière l'insistance du président Trump pour que les membres européens de l'OTAN paient la contribution à laquelle ils se sont engagés.

Ce n'est pas du désengagement américain, c'est un manque d'engagement européen qui est à l'origine des turbulences der l'OTAN. Ce qu'Emmanuel Macron explique au président Trump, c'est qu'il n'est pas prêt à la réciprocité au sein de l'Alliance Atlantique. C'est le genre de remarques qui pourrait avoir un effet de prophétie auto-réalisante si elle était prise au sérieux par Washington. C'est bien la raison pour laquelle les partenaires européens de la France au sein de l'OTAN ont protesté contre les propos tenus par le président français.

C'est bien parce qu'ils n'arrivent pas à se résoudre à augmenter significativement leur effort de défense que les autres pays européens essaient pouvoir rester le plus longtemps possible dans l'ambiguïté, espérant que les Etats-Unis n'auront pas d'autres choix que de rester dans un entre-deux. Politique à courte-vue, expression aussi d'une peur que le président français précipite l'heure de vérité, à savoir un ultimatum américain à l'Europe pour son réarmement ou un règlement au comptant aux Etats-Unis de leur engagement militaire.

2. Emmanuel Macron surestime totalement les gains immédiats qu'il pourrait faire avec les cartes qu'il a en main. Il ne voit pas qu'il vaudrait mieux jouer avec prudence, au lieu de bluffer, car le jeu pourrait rapidement tourner à son désavantage. La vérité est que la France est dans une situation de faiblesse immédiate particulièrement évidente.

Le pays serait tout à fait incapable d'augmenter son budget de la défense sans enfreindre encore plus qu'il ne le fait les engagements de maîtrise budgétaire pris dans le cadre de la zone euro. Le pays est prisonnier du taux de prélèvements obligatoires le plus élevé d'Europe entretenu par une désastreuse politique d'immigration sans quotas et sans assimilation, reconduite par chaque président depuis quarante ans, et dont le coût en termes d'allocation des ressources aux territoires, de gâchis éducatif, de déficit de la sécurité sociale, d'absence de modernisation industrielle, d'insécurité croissante, de radicalisation islamiste et de perte de substance de l'idéal républicain se fait de plus en plus sentir. Le président français critique la Russie qui refuse de pallier son déficit démographique par l'immigration. Mais ne voit-il pas qu'il est assis sur un volcan prêt à se réveiller?

Les choix faits par la France depuis quarante ans en faveur d'une société multiculturelle au sein d'une Europe fédérale unie par une monnaie gérée à l'allemande ont conduit à l'immense révolte sociale des Gilets Jaunes, voici un an. Le président ne s'en est sorti qu'en augmentant la dépense publique - par la dette. Mais il est à la merci d'une remontée des taux d'intérêts, qui pourrait faire entrer l'euro à nouveau en turbulence le jour où les marchés s'attaqueront à la dette italienne, exposant par la même occasion la dette française. Et que se passerait-il le jour où le malaise des banlieues, témoin de l'échec du multiculturalisme néolibéral, s'exprimerait simultanément à la révolte de la France des Jaunes? Adieu rêves de grandeur et de médiations à grand renfort de mises en scène sur la scène internationale pour un président qui devrait soudain éteindre un incendie généralisé pour assurer sa survie politique.

3. La plus grosse erreur d'appréciation commise par Emmanuel Macron concerne les valeurs et ce qui devrait nous unir aux Etats-Unis de Donald Trump. Toute l'argumentation du président repose sur un postulat: les Etats-Unis ne seraient plus en phase avec le projet européen. Et si c'était le contraire? Ne pourrait-on pas dire que le progressisme d'une Angela Merkel ou d'un Emmanuel Macron s'éloigne de ce qui faisait la raison d'être de l'OTAN: la défense du monde libre contre l'idéologie? Après les années Obama, Donald Trump ne ramène-t-il pas les Etats-Unis et, potentiellement, l'Occident à la vocation originelle de l'OTAN, la défense réciproque de démocraties souveraines. L'OTAN n'est pas une organisation supranationale; elle est une alliance d'Etats souverains. Le président français fait comme si les démocraties ne pouvaient être que « libérales »: mais les libéraux - ou les progressistes - ne sont qu'un parti, dans une démocratie authentique; il y a les conservateurs, les sociaux-démocrates, les écologistes etc... Et il est absurde de qualifier d'illibéral ce qui n'est pas la démocratie des progressistes.

Allons plus loin: où sont les intérêts de l'Union Européenne aujourd'hui? Où sont les intérêts de la France? Face à la Chine néo-totalitaire, qui met la révolution numérique au service d'un contrôle total de ses citoyens, ne nous retrouvons-nous pas naturellement aux côtés des Etats-Unis? Dans un Proche-Orient déstabilisé par des années de politique « néoconservatrice » (en fait il faut dire néolibérale), n'est-il pas bienvenu que les Etats-Unis se retirent et que la Russie, pays à la tradition diplomatique et militaire bien établie, et qui en a fait les preuves dans le conflit syrien, joue un rôle stabilisateur? Après le Brexit, avons-nous d'autre solution que de trouver un accord solide avec la Grande-Bretagne? Or est-il plausible de relancer les relations avec Londres en commençant par une diatribe anti-OTAN?

L'art de la déclaration qui vous crée des ennemis!

Certains commentateurs ont affirmé que le président français se situait dans la tradition du Général de Gaulle. Il faudrait se sortir cela de la tête. Emmanuel Macron n'est ni gaulliste ni gaullien.

- Qui peut dire où se situerait le Général de Gaulle aujourd'hui? Serait-il absolument insensible au plaidoyer trumpien pour le réancrage des relations internationales dans la souveraineté des nations?

- La notion de souveraineté européenne est absolument étrangère à la pensée dui Général. Tout comme la séparation explicite,

assumée par Emmanuel Macron, entre la souveraineté telle qu'il l'entend et la souveraineté populaire.

- Jamais le Général de Gaulle n'a fait la leçon aux autres pays - encore moins à tous à la fois. Emmanuel Macron a un talent incomparable pour se faire des ennemis, comme le montre la crise iranienne en cours, où le président français a réussi à se couper à la fois du gouvernement iranien et du gouvernement américain. Personne ne sait au nom de quelle réalité le président français parle: au nom d'une souveraineté européenne qui n'existe pas ou au nom d'un pays dont on assume pas la souveraineté?

Par son entretien accordé à The Economist, Emmanuel Macron prend le risque de détériorer un peu plus les relations avec les Etats-Unis de Trump; il se coupe encore une fois de la Grande-Bretagne; il se met mal avec l'Allemagne et les autres pays membres de l'UE; il provoque la Russie, en jugeant avec beaucoup de condescendance le pays qui a le plus souffert des totalitarisme au XXè siècle. Autant dire que le président français s'est mis à dos non seulement tous les pays dont il pourrait avoir besoin au sein du camp occidental; mais il manque à ce qui est la vocation profonde de la France: être, conformément à sa géographie, le carrefour des initiatives diplomatiques.

Paris pourrait être le lieu où Trump et Poutine se parlent mais rappelons-nous comment, il y a un an jour pour jour, le président français avait jugé qu'une rencontre entre Trump et Poutine en marge de la commémoration de la fin de la Première Guerre mondiale ferait de l'ombre à la célébration qu'il avait imaginée. Paris devrait être le lieu où le Brexit était négocié; mais Emmanuel Macron a passé son temps, depuis son élection au printemps 2017, à se faire le porte-parole d'une ligne dure vis-à-vis de l'UE. Paris devrait être le lieu le lieu où des solutions soient trouvées aux tensions internes à l'Union Européenne. Surtout, Paris devrait être le lieu où l'on pense l'avenir de l'OTAN.

Mais Emmanuel Macron multiplie les adversaires et les critiques au plan international dès qu'il en a l'occasion. Au point que l'on puisse dire que son plus grand ennemi, c'est la réalité !